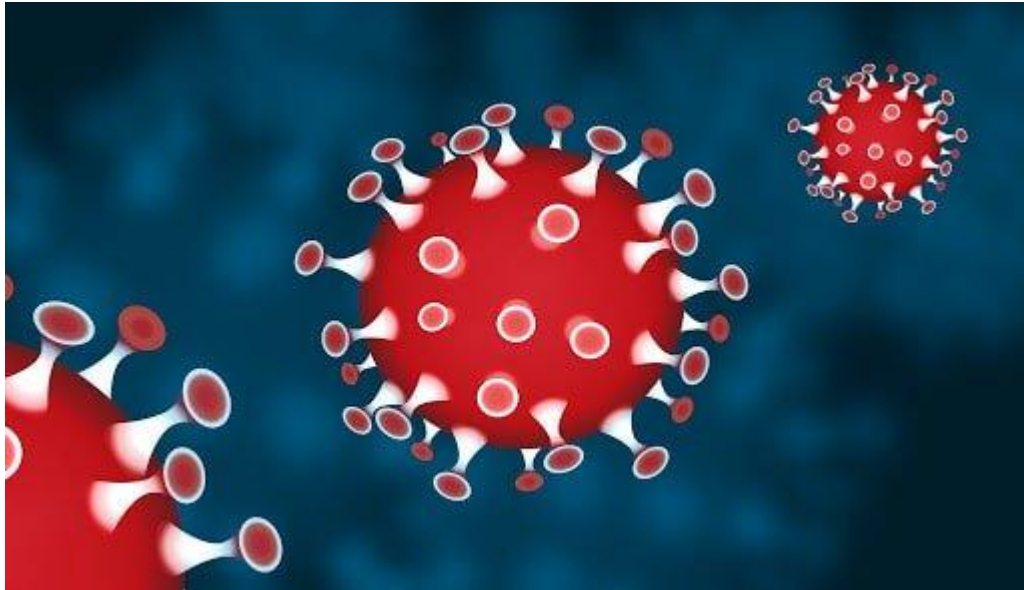


Covid-19, climat, monde vivant végétal et animal : quelles leçons ?



Alors que nous sommes dans une situation inédite marquée par la pandémie du Covid-19, on espère désespérément que cette crise sanitaire s'achève rapidement. Après tous les dégâts qu'elle a déjà causés et qu'elle causera, de nombreuses questions émergent quant au lendemain de cette crise. Quels enseignements allons-nous tirer de cette crise ? Quelles failles ont été révélées au sein des sociétés ? Comment éviter que de telles crises sanitaires se répètent ? La crise du Covid-19 n'est-elle pas un énième avertissement de la nature pour prévenir l'urgence climatique ? De nombreux spécialistes se sont penchés sur toutes ces questions et en tirent des conclusions plus ou moins similaires.

Dans la tribune intitulée « Coronavirus : les animaux qui nous ont infectés ne sont pas venus à nous ; nous sommes allés les chercher » et publiée par *Le Monde* le 29 mars 2020, Ibrahim Thiaw, secrétaire exécutif de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification, expose des problématiques soulevées par cette crise sanitaire. Tout d'abord, comme de nombreuses maladies, le Covid-19 a été transmis de l'animal à l'homme. En effet, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 60 % des nouvelles maladies infectieuses humaines sont transmises par des animaux, c'est par exemple le cas pour la fièvre de la vallée du Rift, SARS, H1N1 et beaucoup d'autres encore. Le commerce illégal de la faune qui détruit d'une part l'écosystème est un facteur aggravant car il n'y a pas de contrôle vétérinaire. Il est aberrant de se dire que lors de la chasse illégale c'est nous qui allons chercher les animaux susceptibles de nous infecter et pas eux qui viennent à nous. Ce fut par exemple le cas pour la transmission du virus Ebola en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest. Ainsi, il semble que les comportements humains et nos modes de consommation tendent à nous mettre dans des situations dangereuses à l'échelle mondiale comme la pandémie actuelle le montre. Il serait alors temps de repenser le contrat social au sein de notre société dans une optique de durabilité ce qui implique donc de donner une place plus importante au contrat naturel en relation au contrat social. Nos modes de consommation, nos systèmes de production intensive dans la sollicitation de nos ressources naturelles ont un

impact sur la planète et sur l'utilisation de nos ressources. A l'échelle mondiale, seulement 25% de la surface terrestre est proche de son état naturel et 2050 cette proportion risque de chuter à 10% si nous ne changeons rien. Ce que nous avons tendance à oublier, c'est que la dégradation des terres a des conséquences sur la santé humaine avec la pollution de l'eau, la prolifération de maladies hydriques etc.

Après la prise de compte des dégâts provoqués par les humains sur la nature, il est encore temps de réagir et pour cela Emmanuel Torquebiau, chercheur en agroforesterie et auteur de la tribune « Les épidémies révèlent des déséquilibres que l'arbre et les paysages arborés contribuent à atténuer... » publiée le 29 mars 2020, montre que l'agroforesterie est une solution intéressante face à la dégradation de la planète. Etant donné que l'habitat sauvage est perturbé, le lien avec le monde domestique s'accroît et avec lui le risque d'infection. Le Covid-19 en est le parfait exemple. Avec l'effondrement des sols et de la biodiversité causé par la déforestation globale et l'industrialisation de l'agriculture, 80% des insectes ont disparu alors qu'ils jouent un rôle essentiel dans l'écosystème. A côté de cela, le changement climatique s'amplifie. Cela affecte également les plantes qui se retrouvent avec des maladies. Pour réinstaller et protéger la biodiversité, augmenter la résilience de l'agriculture face aux imprévus climatiques, il faut réintroduire des arbres sur les terres agricoles. A travers une multitude d'options, d'aménagements, comme intercaler des alignements d'arbres dans les parcelles cultivées, conserver les bordures boisées le long des parcelles et beaucoup d'autres options, il est déjà possible d'améliorer la situation écologique actuelle. L'agroforesterie permet alors de revitaliser les terres, augmenter leur capacité de stocker de l'eau, régénérer les sols et les enrichir de matières organiques. Ainsi, elle pourrait protéger et faire revenir la faune et la flore, capturer le CO₂ et stocker le carbone, absorber une partie de la pollution et permettrait encore une multitude d'autres bénéfices. L'hétérogénéité qu'apportent ces arbres dans le paysage contribue au fonctionnement équilibré des agrosystèmes auxquels il appartient. Au-delà de toutes les productions telles que les médicaments ou le bois que les arbres de l'agroforesterie pourraient nous apporter, l'agroforesterie pourrait répondre à la crise climatique. En effet, le GIEC en fait l'une des options prometteuses ; mais surtout à l'effondrement de la biodiversité. En effet, elle permet de préserver l'équilibre de l'écosystème ce qui permet alors d'éviter des catastrophes sanitaires. Elle aidera à inventer l'agriculture de demain, une agriculture plus respectueuse du sol et des ressources naturelles. Cette agriculture évitera à l'économie mondiale de continuer à déforester la forêt. Car cela va au-delà d'une crise écologique c'est un « ravage des milieux naturels autant qu'un ravage social et mental » comme l'avance Isabelle Stengers, reprenant la pensée de Felix Guattari (1930 1992) *Réactiver le sens commun, Lecture de Whitehead en temps de débâcle*. En effet, la crise sanitaire actuelle semble illustrer ses pensées. Finalement, recréer ces agroforêts pour atténuer la disparition alarmante des forêts naturelles sauvages permettrait de faire du bien au climat et à la biodiversité, mais aussi à nous car nous ne restons qu'une partie des écosystèmes.

Tous les abus que l'humain a commis sur la nature semblent retomber sur nous avec cette crise sanitaire, mais n'est-elle pas qu'une incitation à se préparer à la crise suivante, celle de la mutation génétique ? C'est l'hypothèse que fait Bruno Latour, sociologue, philosophe et anthropologue des sciences, dans sa tribune intitulée : « La crise sanitaire incite à se préparer à la mutation climatique » publiée le 25 mars 2020. Tout d'abord, il est important de se pencher sur la gestion de la crise actuelle. En effet, il faut se rendre compte qu'à côté du virus, il y a la gestion des stocks de masques ou de tests, la réglementation du droit de propriété, les

habitudes civiques, les gestes de solidarités qui ensemble forment une chaîne où le virus n'en constitue qu'un maillon. Tous les acteurs n'agiront pas de la même manière dans les différents pays. Finalement, cette crise sanitaire ne semble pas être plus un phénomène naturel que les famines ou la crise écologique actuelle. Dans tous les cas, la société montre des failles sociales. La gestion de toutes ces crises fut jusqu'ici à peu près similaire. Les dirigeants endossent alors le rôle de « protecteur de la nation » et les dirigés attendent d'eux qu'ils les protègent et dans cette crise plus que jamais. L'Etat regagne l'autorité qui lui permet d'exiger au peuple ce qui serait accueilli par des émeutes. On retombe alors dans un contexte du XIXe siècle avec la répétition de la mise en place du « biopouvoir ». En effet, au XIXe siècle les sujets du pouvoir exercé par les pasteurs de l'Église apprenaient à se considérer comme des brebis conduites par un berger. Le berger exerçait un pouvoir sur un troupeau de brebis, qu'il avait pour mission de sauver, plutôt que sur la population de corps de l'État-nation. En ce temps de crise, on retrouve ce type de système à l'échelle planétaire. Finalement, actuellement, en restant enfermé chez soi, il ne reste plus que l'extension des pouvoirs de la police et les interventions des pompiers ce qui représente caricaturalement la figure du biopouvoir. A côté de cela, il reste toujours de nombreux travailleurs afin que l'on puisse continuer à rester chez nous et la question des migrants. Finalement, l'Etat tente de nous protéger en usant d'une certaine autorité mais s'il l'avait utilisé pour laisser les réserves de gaz et du pétrole dans le sol, pour stopper la commercialisation des pesticides, supprimer les labours profonds... comme pour le mouvement des gilets jaunes déclenché par la taxe sur l'essence, il y aurait certainement de nombreuses émeutes. Pourtant, comme pour la crise sanitaire, il impératif de protéger les Français contre la crise écologique qui dans ce cas ne touchera pas seulement quelques milliers de personnes mais tout le monde et ce pour toujours. Dans la crise sanitaire actuelle, c'est l'Etat qui a le rôle pédagogique très classique de montrer les gestes barrières, se laver les mains... Mais la crise écologique requiert que l'Etat apprenne de son peuple multiforme à des échelles multiples. Il est alors difficile de voir comment il se préparerait d'une crise à une autre, de voir à quoi pourrait ressembler l'existence sur des territoires entièrement redéfinis par l'exigence de sortir de la production globalisée actuelle. Dans cette « guerre contre le virus », le virus n'a absolument rien contre nous et ne s'intéresse nullement à nous, il ne nous a en aucun cas déclaré la guerre. En revanche, dans la crise écologique, l'agent pathogène ayant modifié les conditions d'existence de tous les habitants de la planète n'est nul autre que l'humain. Ce ne sont pas tous les humains, mais seulement certains qui nous déclarent la guerre sans le vouloir. Contre cela, l'Etat national n'est pas du tout préparé et la « mobilisation générale » contre le virus ne prouve pas que nous serons prêts pour la prochaine crise.

Pour conclure, la crise sanitaire que nous vivons est naturellement très tragique mais permet à tous de réfléchir à notre gestion de la société actuelle. Après s'être penché les questions qu'engendre la crise du Covid-19, on en vient toujours à la même conclusion : la relation qu'entretient l'humain avec la nature est toxique, comme l'a prouvé la crise sanitaire actuelle, et risque de nous porter d'autant plus préjudice si nous ne changeons rien à notre approche.

Alissa SCHOPPHOFF (1^{ère} 10), le 27 avril 2020